

DU MÊME AUTEUR

Une politique de la langue. La Révolution française et les patois : L'enquête de Grégoire (1790-1794), sous la direction de M. de Certeau, D. Julia et J. Revel, Paris, Gallimard, 1975, réédition augmentée d'une postface de D. Julia et J. Revel, Paris, Gallimard, « Folio », 2002.

Les Universités européennes du XVI^e au XVIII^e siècle : Histoire sociale des populations étudiantes, sous la direction de R. Chartier, D. Julia et J. Revel, Paris, Éditions de l'EHESS, 1986, t. 1., sous la direction de D. Julia et J. Revel, Paris, Éditions de l'EHESS, 1989, t. 2.

Logiques de la foule. L'affaire des enlèvements d'enfants, Paris, 1750, sous la direction de A. Farge et J. Revel, Paris, Hachette, 1988.

Histoire de la France, sous la direction de A. Burguière et J. Revel, Paris, Éditions du Seuil, 1989-1993, 4 tomes.

Histoires. French Constructions of the Past, sous la direction de L. Hunt et J. Revel, New York, The New Press, 1996.

Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience, sous la direction de J. Revel, Paris, Gallimard/Seuil, « Hautes Etudes », 1996.

Une école pour les sciences sociales. De la VI^e section à l'École des hautes études en sciences sociales, sous la direction de N. Wachtel et J. Revel, Paris, Cerf, 1996.

Les Usages politiques du passé, Enquête, sous la direction de F. Hartog et J. Revel, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001.

Political Uses of the Past. The Recent Mediterranean Experience, sous la direction de G. Levi et J. Revel, Londres-Portland, Frank Cass, 2002.

Las construcciones francesas del pasado. La escuela francesa y la historiografía del pasado, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2002.

Penser par cas, Enquête, sous la direction de J.-Cl. Passeron et J. Revel, Paris, Éditions de l'EHESS, 2005.

El momento historiográfico, Buenos Aires, Manantial, 2005.

JACQUES REVEL

Un parcours critique

Douze exercices d'histoire sociale

Galaade Éditions
2006

« Microanalyse et construction du social », in J. Revel (éd.), *Jeux d'échelles. La microanalyse à l'expérience*, Paris, Gallimard/Le Seuil, « Hautes Études », 1996, p. 15-36.

Micro-analyse et construction du social

1. La démarche micro-historique est devenue, ces dernières années, l'un des lieux importants du débat épistémologique entre les historiens. Cette affirmation énoncée, il convient aussitôt d'en limiter la portée : car le débat évoqué est resté concentré à l'intérieur d'un nombre relativement restreint de groupes, d'institutions, de chantiers de recherche (dont la cartographie serait d'ailleurs intéressante à faire). Il faut reconnaître, en outre, que l'interprétation et les enjeux du choix micro-historique n'ont pas été conçus partout en termes homologues, tant s'en faut. Pour n'en prendre qu'un exemple, on confrontera et on opposera la réception américaine et la version française du débat. La première est centrée sur le « paradigme de l'indice » naguère proposé par Carlo Ginzburg et elle s'est, pour une bonne part, définie comme un commentaire de l'œuvre de celui-ci¹. La seconde appréhende plutôt la micro-histoire comme une interrogation sur l'histoire sociale et sur la construction de ses objets². Ces modulations particulières du thème micro-historique étaient, en vérité, déjà présentes dans les travaux des historiens italiens qui ont, les premiers, tenté l'expérimentation de cette démarche, même si elles sont accentuées dans ses reformulations ultérieures. Elles ne sont pas gratuites ni indifférentes. Chacune d'elles renvoie à une configuration historiographique spécifique à l'intérieur de laquelle le thème a joué à la manière d'un révélateur. Ce n'est pas le lieu ici d'en entreprendre le repérage et l'analyse ; mais il convient de reconnaître que les pages qui suivent ne donnent qu'une des versions possibles du débat actuellement en cours.

La diversité des lectures proposées renvoie sans doute à celle des contextes de réception. Mais elle doit aussi être mise en rapport avec des caractéristiques propres au projet micro-historique lui-même. Celui-ci est né, dans le courant des années 1970, d'un ensemble de questions et de propositions formulées par un petit groupe d'historiens italiens engagés dans des entreprises communes (une revue : *Quaderni storici* ; à partir de 1980, une collection dirigée par C. Ginzburg et G. Levi chez l'éditeur Einaudi : « Microstorie »), mais dont les recherches personnelles pouvaient être fort différentes entre elles. C'est de la confrontation entre ces expériences de recherche hétérogènes, d'une réflexion critique sur la production historique contemporaine, d'une gamme très ouverte de lectures (anthropologiques en particulier, mais aussi dans des domaines moins attendus, comme l'histoire de l'art par exemple) qu'ont peu à peu émergé des formulations (des interrogations, une thématique, des suggestions) communes. Le caractère très empirique de la démarche explique qu'il n'existe guère de texte fondateur, de charte « théorique » de la micro-histoire³. C'est que celle-ci ne constitue pas un corps de propositions unifiées, ni une école, moins encore une discipline autonome, comme on s'est trop souvent empressé de le croire. Elle est inséparable d'une pratique d'historiens, des obstacles et des incertitudes éprouvés au cours de démarches d'ailleurs très diverses, en un mot d'une expérience de la recherche. Ce primat de la pratique renvoie probablement aux préférences instinctives d'une discipline qui se méfie souvent des formulations générales et de l'abstraction. Mais par-delà ces habitudes professionnelles, on peut reconnaître ici un choix volontariste : la micro-histoire est née comme une réaction, comme une prise de position par rapport à un certain état de l'histoire sociale dont elle suggère de reformuler certaines des conceptions, des exigences et des démarches. Elle peut avoir, à cet égard, valeur de symptôme historiographique.

2. L'une des versions dominantes – mais non la seule – de l'histoire sociale est celle qui s'est définie, en France puis assez largement hors de France, autour des *Annales*. La formulation n'en a pas été constante depuis les années 1930. Elle présente malgré tout un certain nombre de traits relativement stables que l'on peut à bon droit référer au programme critique que, un quart de siècle avant la naissance des *Annales*, le durkheimien François Simiand avait élaboré à l'intention des historiens⁴. Simiand leur rappelait les règles de la méthode sociologique destinée, selon lui, à régir une science sociale unifiée et dont les différentes disciplines ne proposeraient plus que des modalités particulières. Il importait de se détourner, désormais, de l'unique, de l'accidentel (l'individu, l'événement, le cas singulier) pour s'investir dans ce qui seul pouvait faire l'objet d'une étude scientifique : le répétitif et ses variations, les régularités observables à partir desquelles il serait possible d'induire des lois. Ce choix initial, très largement repris à leur compte par les fondateurs des *Annales* puis par leurs successeurs, fait comprendre les caractères originaux de l'histoire sociale à la française : le village donné à l'étude des agrégats les plus massifs possibles ; la priorité accordée à la mesure dans l'analyse des phénomènes sociaux ; le choix d'une durée suffisamment longue pour rendre observables des transformations globales (avec, pour corollaire, l'analyse de temporalités différentielles). De ces exigences de départ, un certain nombre de conséquences découlaient, qui ont durablement marqué les procédures mises en œuvre. Le choix de la série et du nombre requérait l'invention de sources adéquates (ou le traitement *ad hoc* de sources traditionnelles), mais aussi la définition d'indicateurs simples ou simplifiés qui, du document d'archives, serviraient à abstraire un nombre limité de propriétés, de traits particuliers dont on s'assignait pour tâche de suivre les variations dans le temps : des prix ou des revenus au départ, puis des niveaux de fortune, des distributions professionnelles ; des naissances, des mariages, des morts ; plus tard

encore, des signatures, des titres d'ouvrages ou des genres éditoriaux, des gestes de dévotion, etc. De ces indices, il était désormais possible d'étudier les évolutions particulières ; mais aussi et surtout, comme Simiand l'avait fait avec le salaire puis, en 1933, Ernest Labrousse dans l'*Esquisse*, on pouvait les faire entrer dans la constitution de modèles plus ou moins complexes.

De Simiand et des durkheimiens, Bloch, Febvre, puis, à la génération suivante, Labrousse ou Braudel avaient aussi retenu une sorte de volontarisme scientifique : qu'il n'est d'objet que construit selon des procédures explicites, en fonction d'une hypothèse soumise à une validation empirique. Ces règles de méthode élémentaires ont par la suite donné l'impression d'être parfois perdues de vue. Certes, les procédures de travail se sont faites de plus en plus sophistiquées. Mais, probablement à cause de la dynamique même de la recherche, leur statut d'expérimentation a souvent été oublié. Les objets que se donnait l'historien étaient autant d'hypothèses sur la réalité, mais on a eu de plus en plus tendance à les prendre pour des choses. Cette dérive a, dans certains cas, commencé très tôt⁵. Elle a parfois été dénoncée, à propos de l'histoire des prix, de l'usage des unités spatiales d'observation, des catégories socioprofessionnelles, mais sans que ces mises en garde fussent à enrayer la tendance générale. Notons aussi que ces démarches s'inscrivaient globalement dans une perspective macro-historique qu'elles n'expliquaient ni ne testaient. Ou, plus exactement, elles considéraient que l'échelle d'observation ne constituait pas une des variables de l'expérimentation parce qu'elles supposaient, tacitement au moins, une continuité de fait du social qui autorisait à juxtaposer des résultats dont l'agencement ne paraissait pas faire problème : la paroisse, l'ensemble régional ou le département, la ville ou la profession semblaient ainsi pouvoir servir de cadres neutres, acceptés comme ils étaient reçus, pour l'accumulation de données⁶.

Ce modèle d'histoire sociale est entré en crise à la fin des années 1970 et au début des années 1980, c'est-à-dire, par une

étrange ironie, au moment où il apparaissait le plus triomphant, où ses résultats s'imposaient bien au-delà des frontières de la profession et où le « territoire de l'historien » paraissait pouvoir s'élargir indéfiniment. C'est dire que le sentiment d'une crise ne s'est insinué que fort lentement et il n'est d'ailleurs pas certain qu'il soit aujourd'hui majoritaire parmi les historiens. Disons, plus modestement, que c'est alors que la critique du modèle dominant s'est faite plus insistante (même si elle a souvent été menée dans le désordre). Plusieurs ordres de raisons ont contribué à ce retour sur soi. Tandis que l'information rendait possibles l'enregistrement, le stockage et le traitement de données considérablement plus massives que par le passé, le sentiment s'est imposé à beaucoup que les questionnaires n'avaient pas été renouvelés au même rythme et que les vastes enquêtes quantitatives étaient désormais menacées de rendements décroissants. Dans le même temps, l'affirmation de spécialisations plus marquées tendait à cloisonner de l'intérieur un champ de la recherche qu'on avait pensé définitivement ouvert et unifié. Cette évolution faisait d'autant plus fortement sentir ses effets que, au même moment, les grands paradigmes qui unifiaient les sciences sociales (ou qui, du moins, leur servaient d'horizon de référence) étaient sévèrement mis en cause, et avec eux certaines des modalités de l'échange interdisciplinaire. Le doute qui, dans les mêmes années, a gagné nos sociétés confrontées à des formes de crises qu'elles ne savaient pas comprendre ni même, souvent, décrire, a bien entendu contribué à diffuser la conviction que le projet d'une intelligibilité globale du social devait être – provisoirement au moins – mis entre parenthèses. On ne fait là que suggérer quelques directions de réflexion pour une analyse qui reste tout entière à construire. Elles renvoient à des évolutions dont les points de départ ont pu être fort différents, mais dont les effets sont allés dans le même sens et qui ont, à l'évidence, réagi les unes sur les autres. Toutes ensemble et avec d'autres, sans doute, elles ont contribué à mettre en cause les certitudes d'une

approche macrosociale qui n'avait guère été discutée jusque-là. La proposition micro-historique a été le symptôme de cette crise de confiance en même temps qu'elle contribuait, de façon centrale, à la formuler et à la préciser.

3. Le changement de l'échelle d'analyse est essentiel à la définition de la micro-histoire. Il importe d'en bien comprendre la signification et les enjeux. Comme les anthropologues, les historiens ont l'habitude de travailler sur des ensembles circonscrits, de taille réduite⁷. Ceux-ci ne constituent pas des « terrains » (même si, depuis une trentaine d'années, la fascination de l'expérience ethnologique s'est exprimée de façon insistante, du côté de l'histoire). Plus prosaïquement, la monographie, forme privilégiée de la recherche, est associée aux conditions et aux règles professionnelles d'un travail : à l'exigence d'une cohérence documentaire ; à la familiarité qui est supposée garantir la maîtrise de l'objet d'analyse ; à une représentation du réel qui paraît souvent requérir l'inscription d'un problème dans une unité « concrète », tangible, visible. Le cadre monographique est habituellement conçu comme un cadre pratique, celui dans lequel on rassemble des données et on construit des preuves (et dans lequel il est recommandé de faire ses preuves, aussi). Mais il est supposé inerte, on l'a dit. Des centaines de monographies ont fourni le socle de l'histoire sociale, bâties à partir d'un questionnaire général. Le problème posé par chacune d'elles n'était pas celui de l'échelle d'observation, mais celui de la représentativité de chaque échantillon par rapport à l'ensemble dans lequel il avait vocation à s'intégrer comme une pièce doit trouver sa place dans un puzzle. Nul doute fondamental, donc, sur la possibilité de situer les résultats de l'enquête monographique par rapport à une moyenne ou à un mode, dans une typologie, etc.

La démarche micro-historienne est profondément différente dans ses intentions comme dans ses procédures. Elle pose en

principe que le choix d'une échelle particulière d'observation produit des effets de connaissance et qu'il peut être mis au service de stratégies de connaissances. Faire varier la focale de l'objectif, ce n'est pas seulement faire grandir (ou diminuer) la taille de l'objet dans le viseur, c'est en modifier la forme et la trame. Ou, pour recourir à un autre système de références, jouer sur les échelles de représentation en cartographie ne revient pas à représenter une réalité constante en plus grand ou en plus petit, mais à transformer le contenu de la représentation (c'est-à-dire le choix de ce qui est représentable). Notons d'emblée que la dimension « micro » ne jout, à cet égard, d'aucun privilège particulier. C'est le principe de la variation qui compte, non le choix d'une échelle particulière.

Il reste que l'optique micro-historique a connu, toutes ces dernières années, une fortune particulière. La conjoncture historiographique que l'on a brièvement résumée plus haut permet de le comprendre. Le recours à la micro-analyse doit, en premier lieu, être compris comme l'expression d'une prise de distance d'avec le modèle communément accepté, celui d'une histoire sociale qui, depuis l'origine, s'était explicitement ou (de plus en plus) implicitement inscrite dans un cadre « macro ». En ce sens, il a permis de rompre avec des habitudes acquises et il a rendu possible un retour critique sur les instruments et les procédures de l'analyse socio-historique. Mais il a, en second lieu, été la figure historiographique toute pratique à travers laquelle une attention neuve a été portée au problème des échelles d'analyse en histoire (comme cela avait été le cas, un peu auparavant, en anthropologie⁸).

4. Il convient à ce point de réfléchir sur les effets de connaissance associés au (ou, tout au moins, attendus du) passage à l'échelle « micro ». Partons de quelques-uns des rares textes programmatiques qui ont contribué à dessiner les contours et les ambitions du projet micro-historique. Dans un article publié

en 1977, E. Grendi observe que l'histoire sociale dominante, ayant choisi d'organiser ses données à l'intérieur des catégories qui permettent leur agrégation maximale (niveaux de fortune, professions, etc.), laisse échapper tout ce qui relève des comportements et de l'expérience sociale, de la constitution d'identités de groupes, et s'interdit, par sa démarche même, l'intégration de données les plus diversifiées possibles. À cette démarche, il oppose celle de l'anthropologie (anglo-saxonne, pour l'essentiel) dont l'originalité réside, selon lui, « moins dans la méthodologie que dans l'accent significatif qu'elle place sur l'approche holistique des comportements⁹ ». Laissons de côté cette affirmation trop générale et contentons-nous de retenir une préoccupation : développer une stratégie de recherche qui ne se fonderait plus prioritairement sur la mesure de propriétés abstraites de la réalité historique mais qui, à l'inverse, procéderait en se donnant pour règle d'intégrer et d'articuler entre elles le plus grand nombre de ces propriétés. Ce parti se voit confirmé, deux ans plus tard, dans un texte un peu provocateur de C. Ginzburg et C. Poni¹⁰ qui propose de faire du « nom » – du nom propre, c'est-à-dire du repère le plus individuel, le moins répérable qui soit – le marqueur qui permettrait de construire une modalité nouvelle d'une histoire sociale attentive aux individus saisis dans leurs relations à d'autres individus. Car le choix de l'individuel n'est pas ici pensé comme contradictoire avec celui du social : il doit en rendre possible une approche différente en suivant le fil d'un destin particulier – celui d'un homme, d'un groupe d'hommes – et avec lui la multiplicité des espaces et des temps, l'écheveau de relations dans lesquelles il s'inscrit. Les deux auteurs sont, ici encore, obnubilés par « la complexité des rapports sociaux reconstruits par l'anthropologue dans son travail de terrain [qui] contraste avec le caractère unilatéral des données archivistiques sur lesquelles l'historien travaille [...] Mais si le terrain de la recherche est suffisamment circonscrit, les séries documentaires particulières peuvent être superposées dans la durée comme dans l'espace,

permettant ainsi de retrouver le même individu dans des contextes sociaux différents¹¹. C'est au fond le vieux rêve d'une histoire totale, mais cette fois construite à partir de la base, que retrouvent Ginzburg et Poni. Elle est à leurs yeux inséparable d'une « reconstitution du vécu » : à cette formulation un peu lâche et finalement ambiguë, on peut préférer le programme d'une analyse des conditions de l'expérience sociale, restituées dans leur plus grande complexité.

Non plus abstraire mais, dans un premier temps, enrichir le réel si l'on veut, en prenant en compte les aspects les plus diversifiés de l'expérience sociale. C'est la démarche qu'illustre par exemple G. Levi dans son livre, *Le Pouvoir au village*. Dans un cadre restreint, il recourt à une technique intensive en collectant « tous les événements biographiques de tous les habitants du village de Santena qui ont laissé une trace documentaire » pendant une cinquantaine d'années à la fin du XVII^e et au début du XVIII^e siècle. Le projet est de faire apparaître, derrière la tendance générale la plus visible, les stratégies sociales développées par les différents acteurs en fonction de leur position et de leurs ressources respectives, individuelles, familiales, de groupe, etc. Il est vrai que, « à la longue, toutes les stratégies personnelles et familiales tendent, peut-être, à apparaître émoussées pour se fondre dans un résultat commun d'équilibre relatif. Mais la participation de chacun à l'histoire générale, à la formation et à la modification des structures portantes de la réalité sociale, ne peut être évaluée seulement sur la base des résultats perceptibles : au cours de la vie de chacun, d'une manière cyclique, naissent des problèmes, des incertitudes, des choix, une politique de la vie quotidienne qui a son centre dans l'utilisation stratégique des règles sociales¹² ». Sur un site géographiquement proche, mais historiquement et historiographiquement fort éloigné, c'est la même démarche qui est proposée par M. Gribaudi pour l'étude de la formation de la classe ouvrière à Turin au début du XX^e siècle¹³. Là où l'on insistait essentiellement sur une communauté d'expériences (immigration urbaine, travail,

lutte sociale, conscience politique, etc.) qui fonderait l'unité, l'identité et la conscience de la classe ouvrière, l'auteur s'est astreint à suivre des itinéraires individuels qui font apparaître la multiplicité des expériences, la pluralité de leurs contextes de référence, les contradictions internes et externes dont elles sont porteuses. Il les reconstruit à travers les parcours géographiques et professionnels, les comportements démographiques, les stratégies relationnelles qui accompagnent le passage de la campagne à la ville et à l'usine. Après beaucoup d'autres, Gribaudi était parti de l'idée d'une culture ouvrière homogène ou, en tout cas, homogénéisant les comportements. En cours de route (et en particulier en recueillant des témoignages oraux sur le passé familial des protagonistes de l'histoire qu'il étudiait), il a découvert la diversité des formes d'entrée et de vie dans la condition ouvrière : « Il s'agissait de voir à travers quels éléments chacune des familles de l'échantillon avait négocié son propre parcours et sa propre identité sociale ; quels mécanismes avaient déterminé la fluidité des uns et la stagnation des autres ; à travers quelles modalités s'étaient modifiées, souvent drastiquement, les orientations et les stratégies de chaque individu. En d'autres termes, et en posant le problème du point de vue de la condition ouvrière, cela signifiait enquêter sur les différents matériaux avec lesquels s'étaient construites les diverses expériences et physiologies ouvrières et éclairer ainsi les dynamiques qui en avaient permis les agrégations comme les désagréations¹⁴. »

On le voit, l'approche micro-historique se propose d'enrichir l'analyse sociale en en rendant les variables plus nombreuses, plus complexes, plus mobiles aussi. Mais cet individualisme méthodologique a des limites puisque c'est bien d'un ensemble social – ou, mieux, d'une expérience collective – que l'on cherche toujours à définir les règles de constitution et de fonctionnement.

5. Dans sa version « classique », l'histoire sociale s'est très majoritairement conçue comme une histoire des entités sociales : la communauté de résidence (village, paroisse, ville, quartier, etc.), le groupe professionnel, l'ordre, la classe. De ces entités, on pouvait certes discuter les contours et, plus encore, la cohérence et la signification socio-historique, mais on ne les remettrait pas fondamentalement en cause¹⁵. D'où l'impression, en parcourant l'énorme capital de connaissances accumulé pendant trente ou quarante ans, d'une sorte de déjà-vu et d'inertie classificatoire. D'un site à l'autre, les distributions varient, cela va de soi, mais les personnages de la pièce, eux, ne changent guère. Il faudra un jour s'interroger sur les raisons, vraisemblablement multiples, qui peuvent expliquer ce glissement vers la sociographie descriptive. Il a été assez fort en tout cas pour ralentir durablement en France l'influence d'un livre comme celui d'E. P. Thompson, *The Making of the English Working Class* (publié en 1963, mais traduit en français en 1988 seulement), qui s'interdisait de partir d'une définition préconstruite (ou supposée acquise) de la classe ouvrière pour insister sur les mécanismes de sa formation¹⁶. C'est tardivement, à partir de démarches d'abord isolées¹⁷, que la conviction s'est peu à peu imposée selon laquelle l'analyse ne pouvait être seulement menée en termes de distributions, et ce pour deux raisons principales qui doivent être distinguées même si elles interfèrent en partie. La première renvoie au problème, depuis longtemps posé, de la nature des critères de classification sur lesquels sont fondées les taxinomies historiennes ; la seconde, à l'accent mis bien plus récemment par l'historiographie sur le rôle des phénomènes d'interrelations dans la production de la société¹⁸.

Dans l'un et l'autre cas, le choix d'une optique micro-historique a une importance décisive. S'agissant de la nature des catégories d'analyse du social, c'est à coup sûr au niveau local que le décalage entre catégories générales (ou exogènes) et catégories endogènes est le plus marqué. Reconnu depuis long-

temps, le problème a été rendu plus sensible ces dernières années par l'influence de problématiques anthropologiques (en particulier de l'anthropologie culturelle américaine), qui s'est exercée préférentiellement sur des analyses locales. Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans le détail des solutions esquissées. Retenons au moins que le bilan de cette révision nécessaire (et qui n'est d'ailleurs pas achevée) est ambigu. Elle a, certes, rendu possible un retour critique sur l'utilisation de critères et de découpages dont la pertinence semblait trop souvent aller de soi ; elle tend, à l'inverse, à encourager un relativisme de type culturaliste qui est l'un des effets tendanciels du « geertzisme » en histoire sociale.

La seconde direction de recherche, celle qui invite à reformuler l'analyse socio-historique en terme de procès, suggère une issue à ce débat. Elle pose qu'il ne suffit pas que l'historien reprenne à son compte le langage des acteurs qu'il étudie, mais qu'il en fasse l'indice d'un travail à la fois plus ample et plus profond : celui de la construction d'identités sociales plurielles et plastiques qui s'opère à travers un réseau serré de relations (de concurrence, de solidarité, d'alliance, etc.). La complexité des opérations d'analyse requises par ce type de démarche impose de fait un rétrécissement du champ d'observation. Mais les micro-historiens ne se contentent pas d'enregistrer cette contrainte factuelle ; ils la transforment en principe épistémologique puisque c'est à partir des comportements des individus qu'ils tentent de reconstruire les modalités d'agrégation (ou de désagrégation) sociale. L'important travail de Simona Cerutti sur les métiers et les corporations turinois aux XVII^e et XVIII^e siècles peut ici servir d'exemple. Aucune historiographie n'est sans doute plus spontanément organiciste que celle des métiers et des associations de métiers : il s'agit là de communautés évidentes, fonctionnelles, et qui sont supposées si puissamment intégratrices qu'elles en deviendraient quasi naturelles dans la société urbaine d'Ancien Régime¹⁹. Le pari méthodologique de S. Cerutti consiste à révoquer ces certitudes et à montrer, à

partir du jeu des stratégies individuelles et familiales et de leurs interactions, que les identités professionnelles et leurs traductions institutionnelles, loin d'être acquises, font l'objet d'un constant travail d'élaboration et de redéfinition. Loin de l'image consensuelle et, en gros, stable que donnaient les descriptions traditionnelles du monde des métiers, tout est affaire de conflits, de négociations, de transactions provisoires ; mais, à l'inverse, les stratégies personnelles ou familiales ne sont pas purement instrumentales : elles sont socialisées en ce qu'elles sont inséparables de représentations de l'espace relationnel urbain, des ressources qu'il offre et des contraintes qu'il impose, à partir desquelles les acteurs sociaux s'orientent et font leurs choix. Il s'agit donc de dé-naturaliser – ou tout au moins de dé-banaliser – les mécanismes d'agrégation et d'association en insistant sur les modalités relationnelles qui les rendent possibles, en repérant les médiations existant entre « la rationalité individuelle et l'identité collective »²⁰.

Le déplacement qu'impliquent ces choix est probablement plus sensible aux historiens qu'il ne l'est aux anthropologues parce que l'histoire des problématiques et des démarches est asymétrique entre les deux disciplines²¹. Il me semble être porteur de plusieurs redéfinitions dont l'importance n'est pas négligeable :

- redéfinition des présupposés de l'analyse socio-historique, dont on vient d'évoquer les traits majeurs. À la mise en œuvre de systèmes classificatoires fondés sur les critères explicites (généraux ou locaux), la micro-analyse substitue une prise en compte des comportements à travers lesquels les identités collectives se constituent et se déforment. Cela n'implique pas que l'on ignore ni que l'on néglige les propriétés « objectives » de la population étudiée, mais qu'on les traite comme des ressources différentielles dont l'importance et la signification doivent être évaluées dans les usages sociaux dont elles font l'objet – c'est-à-dire dans leur actualisation ;

- redéfinition de la notion de stratégie sociale. L'historien,

contrairement à l'anthropologue ou au sociologue, travaille sur le fait accompli – sur « ce qui a effectivement eu lieu » – et qui par définition n'est pas répétable. Il est exceptionnel que les sources présentent d'elles-mêmes les alternatives, à plus forte raison les incertitudes auxquelles ont été confrontés les acteurs sociaux du passé. Il s'ensuit un recours fréquent et ambigu à la notion de stratégie : elle sert souvent à relayer une hypothèse fonctionnaliste générale (et qui demeure normalement implicite) ; elle sert parfois à qualifier, de façon plus prosaïque, les comportements des acteurs individuels ou collectifs qui ont réussi (et qui sont généralement ceux que nous connaissons le mieux). À cet égard, le parti résolument antifonctionnaliste adopté par les micro-historiens est lourd de significations. En prenant en compte dans leurs analyses une pluralité de destins particuliers, ils cherchent à reconstituer un espace des possibles – en fonction des ressources propres à chaque individu ou à chaque groupe à l'intérieur d'une configuration donnée. G. Levi est sans doute celui qui est allé le plus loin en ce sens en réintroduisant des notions comme celles d'échec, d'incertitude et de rationalité limitée dans son étude des stratégies familiales payannes développées autour du marché de la terre au XVII^e siècle²² ;

- redéfinition de la notion de contexte. Celle-ci a souvent fait l'objet d'un usage commode et paresseux dans les sciences sociales et, en particulier, en histoire. Usage rhétorique : le contexte, souvent présenté au début de l'étude, a pour charge de produire un effet de réel autour de l'objet de la recherche. Usage argumentatif : le contexte présente les conditions générales au sein desquelles une réalité particulière trouve sa place, même si l'on ne va pas toujours au-delà d'une simple mise en regard des deux niveaux d'observation. Usage interprétatif, plus rarement : du contexte, on tire parfois les raisons générales qui permettraient de rendre compte de situations particulières. Une bonne part de l'historiographie des vingt-cinq dernières années a, bien au-delà de la micro-histoire, manifesté son insatisfaction devant ces divers usages et tenté de reconstruire, selon des

modalités diverses, les articulations du texte au contexte. L'originalité de la démarche micro-historique paraît être de refuser l'évidence qui sous-tend tous les usages que l'on vient d'évoquer : à savoir qu'il existerait un contexte unifié, homogène, à l'intérieur duquel et en fonction duquel les acteurs détermineraient leurs choix. Ce refus peut être entendu de deux façons complémentaires : comme un rappel de la multiplicité des expériences et des représentations sociales, en partie contradictoires, en tout cas ambiguës, à travers lesquelles les hommes construisent le monde et leurs actions (et c'est l'axe de la critique formulée par Levi à l'encontre de Geertz²³) ; mais aussi, dans l'analyse, comme une invitation à inverser la démarche la plus habituelle à l'historien, celle qui consiste à partir d'un contexte global pour situer et interpréter son texte. Ce qui est proposé est, au contraire, de constituer la pluralité des contextes qui sont nécessaires à la compréhension des comportements observés. On retrouve bien entendu à ce point le problème des échelles d'observation. Il fait, me semble-t-il, l'objet d'une révision drastique ;

- à la hiérarchie des niveaux d'observation, les historiens réfèrent instinctivement une hiérarchie des enjeux historiques : pour exprimer les choses trivialement, à l'échelle de la nation, on fait de l'histoire nationale ; à l'échelle locale, de l'histoire locale (ce qui, en soi, n'engage pas nécessairement une hiérarchie d'importance, en particulier du point de vue de l'histoire sociale). Saisie au ras du sol, l'histoire d'un ensemble social se disperse, en apparence, en une myriade d'événements minuscules, difficiles à organiser. La conception traditionnelle de la monographie cherche à le faire en se donnant pour tâche la vérification locale d'hypothèses et de résultats généraux. Le travail de contextualisation multiple pratiqué par les micro-historiens part d'attendus très différents. Il pose, en premier lieu, que chaque acteur historique participe, de façon proche ou lointaine, à des processus – et donc s'inscrit dans des contextes – de dimensions et de niveaux variables, du plus local au plus

global. Il n'existe donc pas d'hiatus, moins encore d'opposition entre histoire locale et histoire globale. Ce que l'expérience d'un individu, d'un groupe, d'un espace permet de saisir, c'est une modulation particulière de l'histoire globale. Particulière et originale car ce que le point de vue micro-historique offre à l'observation, ce n'est pas une version atténuée, ou partielle, ou mutilée de réalités macrosociales : c'en est, et c'est le second point, une version différente.

6. Soit un exemple, qui a retenu l'attention de plusieurs des micro-historiens. On peut analyser la dynamique d'un processus comme l'affirmation de l'État moderne en Europe, entre XV^e et XIX^e siècle, en des termes très différents. Longtemps, les historiens se sont surtout intéressés à ceux qui, de façon visible, avaient fait l'histoire. Puis, sur la lancée des grands théoriciens du XIX^e siècle, ils ont découvert l'importance des évolutions massives et anonymes. La conviction s'est imposée très largement parmi eux qu'il n'est de véritable histoire que du collectif et du nombreux. Cette mutation peut expliquer que les incarnations historiques du pouvoir se soient substantiellement transformées à leurs yeux. Dans les années 1880, on traitait extensivement de la politique de Richelieu et de l'impérieuse remise en ordre politique, administrative, religieuse, fiscale, culturelle qu'elle a imposée dans la France du premier XVII^e siècle. Aujourd'hui, on parle plus volontiers de l'affirmation impersonnelle de l'État absolutiste telle qu'elle s'inscrit imparablement dans la longue durée, entre XIV^e et XVIII^e siècle ; on évoque, après Max Weber, après Norbert Elias, le lent processus de rationalisation qui a affecté les sociétés occidentales ; on identifie le double monopole sur le fisc et sur la violence légale qu'a acquis, entre Moyen Âge et modernité, la monarchie française ; on suit, avec Kantorowicz, l'émancipation d'une instance laïcisée au cœur même de la chrétienté médiévale. Toutes ces lectures (et d'autres encore) sont précieuses et elles sont souvent

convaincantes. Elles ont considérablement enrichi notre intelligence du passé. Toutes ou presque – il faudrait mettre à part, ici, le cas d'Elias – ont pourtant en commun d'accepter comme telle l'existence de macrophénomènes dont l'efficacité irait de soi. Ce que l'on attribuait autrefois à la majesté, au prestige, à l'autorité, au talent d'un personnage singulier, on le situe encore plus aisément aujourd'hui dans la logique des grands agencements anonymes qu'on appelle commodément l'État, la modernisation, les formes du progrès – mais aussi, de façon plus sectorielle, des phénomènes classiques comme la guerre, la diffusion de la culture écrite, l'industrialisation, l'urbanisation, parmi beaucoup d'autres encore.

Ces phénomènes sont extraordinairement complexes, on le sait, au point qu'il est le plus souvent impossible aux historiens d'en marquer les limites. Où s'arrête la sphère de l'État, où les effets induits par le travail et la production industriels, où ceux dont le livre est porteur ? Lorsqu'on les décrit, on peut donc hésiter sur leur morphologie, sur la description de leur articulation interne. Mais il est frappant de noter que leur efficacité, au moins tendancielle, n'est presque jamais mise en doute. Les « machines » du pouvoir ne s'autorisent que d'elles-mêmes et elles sont efficaces précisément parce qu'elles sont des machines. (Il serait plus juste de dire : elles ne sont efficaces aux yeux des historiens que parce qu'ils les imaginent comme des machines.) On tend donc à chercher dans la régulation de la machine elle-même l'explication de ses performances, en reprenant naïvement à son compte une idéologie de la rationalisation et de la modernisation qui appartient au système que l'on s'est donné pour tâche d'étudier. Au mieux cherche-t-on à identifier ceux qui paraissent s'être mis en travers de ces grandes transformations, qui se sont employés à les dénoncer et à les bloquer au nom de valeurs sociales alternatives. Ce n'est sans doute pas un hasard si la même génération intellectuelle qui, voilà trente ans, solennisait les appareils du pouvoir est aussi celle qui s'est le plus enthousiasmée pour les marginaux, les

refusés, les alternatifs de l'histoire, bandits d'honneur et sorcières, hétérodoxes et anarchistes, exclus de toute sorte. Mais c'était encore une manière de reconnaître et de montrer du doigt la réalité massive du pouvoir, puisque seule une minorité dispersée de héros avait été capable de se dresser contre elle, du dehors et sans véritable espoir.

Accepter une telle vision des choses, une semblable distribution des rôles, revient en fait à admettre qu'à l'écart de la logique majoritaire des appareils, en dehors des formes résiduelles de résistance à leur affirmation, les acteurs sociaux sont massivement absents, ou encore qu'ils sont passifs et qu'ils se sont soumis, historiquement, à la volonté du grand Léviathan qui les englobait tous. Une telle mise en scène de la force et de la faiblesse n'est guère recevable. Non pas pour des raisons morales mais parce qu'elle est, encore une fois, trop liée aux représentations que n'ont cessé de suggérer les logiques du pouvoir elles-mêmes, qui voudraient dicter jusqu'à la manière de s'opposer à elles ; et parce que même si l'on retient l'hypothèse d'une efficacité globale des appareils et des autorités, il reste à comprendre entièrement comment cette efficacité a été possible – c'est-à-dire comment ont été retranscrites, dans des contextes indéfiniment variables et hétérogènes, les injonctions du pouvoir.

Poser le problème en ces termes revient à refuser de le penser en termes simples : force/faiblesse, autorité/résistance, centre/périphérie ; et à déplacer l'analyse sur les phénomènes de circulation, de négociation, d'appropriation à tous les niveaux. Il importe ici d'être clair : les historiens travaillent pour la plupart d'entre eux sur des sociétés fortement hiérarchisées et inégalitaires, dans lesquelles le principe même de la hiérarchie et de l'inégalité était profondément intériorisé. Il serait ridicule de nier ces réalités et de feindre que les opérations que l'on vient de citer – circulation, négociation, appropriation – puissent être pensées en dehors de ces effets de pouvoir. Tout au contraire, je voudrais suggérer ici qu'elles en sont inséparables et qu'elles ont été, en fait, des manières de composer avec les

pouvoirs ; mais aussi qu'elles en ont déformé les effets en les inscrivant dans des contextes différents de ceux qui étaient les leurs à l'origine et en les pliant à des logiques sociales particulières.

Reprenons l'exemple de l'État monarchique à l'âge moderne. Vu de Paris et de Versailles, ou de Berlin, ou de Turin, il se présente comme une sorte de vaste architecture dont les formes ne cessent de se démultiplier, de se ramifier jusqu'à pénétrer au plus profond de la société qu'il encadre et qu'il prend en charge. La réalité est, on le sait bien, un peu plus compliquée et moins harmonieuse. Dans les faits, les institutions se chevauchent, elles sont en concurrence, parfois elles s'opposent les unes aux autres ; certaines sont déjà fossilisées (mais, selon la logique de l'Ancien Régime, elles sont généralement remplacées sans être supprimées pour autant, ce qui peut déterminer d'inextricables enchevêtrements d'autorités, de compétences, de gestions) ; d'autres sont en plein essor, qu'elles soient les dernières venues ou qu'elles soient provisoirement les mieux adaptées à une configuration donnée de la société. Il reste que la pensée de l'État, celle qu'en ont eue ses promoteurs des siècles passés tout comme celle qu'en ont les historiens aujourd'hui, est une pensée globale qui, à travers des hésitations, des contradictions, des changements de rythme, reconnaît un seul grand processus à l'œuvre à travers les siècles. Lorsqu'on parle de la croissance de l'État et qu'on tente d'en donner une évaluation approchée (c'est la fameuse « pesée globale » chère à P. Chaunu), par exemple en mesurant le poids de la fiscalité publique, ou le nombre des « fonctionnaires », ou les progrès quantitatifs de la justice royale, on la pense sur le modèle de la croissance économique en posant qu'un petit nombre d'indicateurs choisis permet de rendre compte de l'évolution d'ensemble d'un système qui serait à la fois continu et intégré. Il est bien sûr plus délicat de tenter une mesure en termes d'efficacité : mais lorsque le rapport entre le nombre des officiers publics et le

chiffre de la population globale tend à s'élever, on accepte presque sans discuter qu'une meilleure efficacité en résulte. Dans toutes ces opérations, on pose en tout cas comme allant de soi l'existence d'une logique commune qui unifierait l'ensemble des manifestations de l'État.

Or rien n'est moins certain. Si l'on renonce à cette perspective centrale qui est celle d'où s'énonce le projet étatique (et à partir de laquelle est produit l'argumentaire idéologique qui le sous-tend), si l'on change l'échelle d'observation, les réalités qui apparaissent peuvent être bien différentes. C'est ce qu'a récemment démontré Giovanni Levi, dans la recherche, souvent citée ici, qu'il a consacrée à une communauté rurale du Piémont, Santena, à la fin du XVII^e siècle. Que se passe-t-il quand on observe le procès de construction de l'État au ras du sol, dans ses plus lointaines conséquences ? Les grands mouvements du siècle, l'affirmation tardive de l'État absolutiste en Piémont, la guerre européenne, la compétition entre les grandes maisons aristocratiques y existent, certes, même si la trace n'en est repérable qu'à travers une poussière d'événements minuscules. Mais à travers ces événements, c'est précisément une autre configuration des rapports du fort au faible qui surgit.

Il eût pu être tentant de réduire toute cette histoire à celle des tensions qui opposent une communauté périphérique aux exigences insistantes d'un absolutisme en plein essor. Mais la scène a des partenaires bien plus nombreux. Entre Santena et Turin s'interposent et interfèrent les prétentions de Chieri, ville moyenne et qui estime avoir son mot à dire ; celles de l'archevêque de Turin, dont dépend la paroisse ; celles, rivales entre elles, des principaux feudataires du lieu qui tiennent à affirmer leur prééminence. La société villageoise elle-même se décompose, se fracture en fonction des intérêts divergents des groupes particuliers qui la constituent. Ces acteurs collectifs s'affrontent, mais ils s'allient aussi au gré de possibilités qui sont elles-mêmes changeantes. Les fronts sociaux (et « politiques », si l'on veut) ne cessent de se disloquer pour se reformer autrement.

C'est précisément à la multiplicité des intérêts en cause, à la complexité du jeu social, que le bourg de Santena a dû, pendant la seconde moitié du XVII^e siècle, la chance collective de demeurer un *paise nascosto*, un pays caché resté comme en retrait des grandes manœuvres de l'État central. La neutralisation réciproque des stratégies qui visaient le village, et aussi l'intelligence politique des fronts villageois peuvent faire comprendre cet état de choses ; mais tout autant le rôle d'un négociateur exceptionnel, le notaire-*podestà* Giulio Cesare Croce qui a régné sur Santena pendant quarante ans : c'est lui qui a su mettre à profit sa connaissance intime des réseaux sociaux, sa maîtrise de l'information – si nécessaire aux stratégies familiales – et de la mémoire collective pour s'imposer comme un médiateur obligé à l'intérieur de la communauté. Significativement, il n'est pas spécialement riche et son statut professionnel n'a rien d'exceptionnel. Il n'appartient pas au monde des puissants reconnus. Son pouvoir est d'une tout autre nature : il est fondé sur la disposition d'un capital « immatériel » fait d'informations, d'intelligence, de services rendus qui lui ont permis de s'affirmer pour gérer au mieux les intérêts du village.

Sans doute le notaire Croce est-il un personnage hors du commun et lorsqu'il disparaît, à la fin du XVII^e siècle, il n'est d'ailleurs pas remplacé. Santena sort alors de sa quasi-clandestinité, la gestion locale des pouvoirs se désagrège et, à la faveur d'une crise économique, sociale et politique à la fois, l'État central reprend ses droits (ou du moins une partie d'entre eux). Il reste que si l'on y prête attention, les archives laissent paraître une foule de ces personnages qui, en jouant le rôle de relais, ont aménagé, cantonné mais aussi accredité la construction de l'État. Tous n'ont pas pu ni voulu soustraire leur groupe d'appartenance à la logique du pouvoir central : mais ils ont travaillé à composer les intérêts locaux (et d'abord les leurs) avec ses exigences, avec ses pratiques, ses institutions, son personnel²⁴. À dire vrai, le choix n'est pas alternatif entre deux versions de la réalité historique de l'État, l'une qui serait « macro »,

l'autre « micro ». L'une et l'autre sont « vraies » (et bien d'autres encore à des niveaux intermédiaires qu'il conviendrait de repérer empiriquement), et aucune d'entre elles n'est réellement satisfaisante parce que la construction de l'État moderne est précisément faite de l'ensemble de ces niveaux dont les articulations restent à identifier et à penser. Le pari de l'analyse microsociale – et son choix expérimental, si l'on veut –, c'est que l'expérience la plus élémentaire, celle du groupe restreint, voire de l'individu, est la plus éclairante parce qu'elle est la plus complexe et parce qu'elle s'inscrit dans le plus grand nombre de contextes différents.

7. Voici qui soulève un autre problème, qui est en fait consubstantiel au projet même d'une micro-histoire. Admettons qu'en limitant le champ d'observation on fasse surgir des données non seulement plus nombreuses, plus fines, mais qui en outre s'organisent selon des configurations inédites et font apparaître une autre cartographie du social. Quelle peut bien être la représentativité d'un échantillon ainsi circonscrit ? Que peut-il nous apprendre qui soit généralisable ?

La question a très tôt été posée et elle a reçu des réponses qui n'emportaient guère l'adhésion. Dans un article déjà ancien, Edoardo Grendi avait prévenu l'objection en forgeant un élégant oxymoron : il proposait la notion d'« exceptionnel normal²⁵ ». Ce diamant obscur a fait couler beaucoup d'encre. Il exerce la fascination des concepts que l'on souhaiterait pouvoir utiliser si seulement on savait les définir exactement. Faut-il voir dans l'« exceptionnel normal » un écho, tout à fait consonant avec la sensibilité des années d'après 1968, de la conviction que les marges d'une société en disent plus sur celle-ci que son centre ? que les fous, les marginaux, les malades, les femmes (et l'ensemble des groupes dominés) sont les détenteurs privilégiés d'une sorte de vérité sociale ? Faut-il le comprendre en un sens assez différent, celui d'un écart significatif (mais à quoi) ?

Ou encore comme une première formulation du paradigme l'indice, proposé un peu plus tard par Carlo Ginzburg?

Il est difficile de trancher entre ces différentes lectures possibles qui ont peut-être coexisté dans la pensée de Grendi. On peut, prudemment, en proposer une supplémentaire qui paraît cohérente avec les propositions précédemment énoncées. Grendi réfléchit à partir des modèles d'analyse sociale mis en œuvre par les historiens et qui sont, pour la plupart, des modèles fonctionnalistes, fondés sur l'intégration du plus grand nombre de traits. Il reste que plusieurs d'entre eux résistent à ce travail d'intégration ; ils constituent autant d'exceptions que l'on s'habitue volontiers à traiter comme des « exceptions » ou des « déviations » par rapport à la norme que l'historien a établie. La proposition de Grendi, qui retrouverait ici la réflexion inaugurée par l'anthropologue F. Barth, serait de construire des modèles « génératifs » : c'est-à-dire des modèles qui permettent d'intégrer à part entière (et non plus comme des exceptions ou des déviations) les parcours et les choix individuels. En ce sens, on pourrait dire que l'« exceptionnel » deviendrait « normal »²⁶.

Dans le débat qui reste ouvert, le travail de Giovanni Levi me paraît apporter un certain nombre de réponses qui déplacent utilement l'argumentation. Il rappelle en premier lieu qu'il est possible de penser l'exemplarité d'un fait social autrement qu'en termes rigoureusement statistiques. Le deuxième chapitre de son livre *Le Pouvoir au village*, consacré aux stratégies développées par trois familles de métayers de Santena, opère un choix parmi quelques centaines d'autres cas possibles, qui ne font l'objet d'aucun traitement comparable mais qui sont tous présents dans le fichier prosopographique. La démarche n'a donc pas consisté à référer ces trois exemples à la totalité de l'information constituée mais à en abstraire les éléments d'un modèle. Ces trois biographies familiales, assez fortement contrastées, suffisent à faire apparaître des régularités dans les comportements collectifs d'un groupe social particulier sans perdre ce que chacune a de singulier. Tester la validité du

modèle consistera donc non pas en une vérification de type statistique mais dans sa mise à l'épreuve dans des conditions extrêmes, lorsqu'une ou plusieurs des variables qu'il inclut sont soumises à des déformations exceptionnelles. La constitution d'un fichier systématique est précisément ce qui rend possible une vérification de ce type.

8. J'en viens enfin à mon dernier point. On s'est parfois étonné de constater que certains – non pas tous, ni même la majorité – des micro-historiens italiens recouraient parfois à des procédés d'exposition, voire à des techniques narratives qui tranchaient avec les manières d'écrire habituelles de la corporation historique. Cela a été ainsi le cas du *Fromage et les vers* de Carlo Ginzburg, composé comme une enquête judiciaire (au carré, puisque le livre repose pour l'essentiel sur les archives des deux procès du meunier Menocchio devant le Saint-Office) ; puis de *l'Enquête sur Piero della Francesca* du même auteur, conçue cette fois comme une intrigue policière (annoncée dès le titre), avec ses tâtonnements, ses échecs, ses coups de théâtre soigneusement distribués ; du *Pouvoir au village* de Giovanni Levi, où l'enquête historique devient son propre miroir à travers une composition en abyme ; ou, plus récemment, du beau livre de Sabina Loriga sur l'armée piémontaise au XVIII^e siècle, dont le modèle revendiqué est celui du *Rashômon* japonais²⁷.

Nous avons donc affaire à des choix explicites de formes d'écriture, au sens large du terme. Comment en rendre compte ? Notons d'abord que ce n'est pas la première fois que des historiens « savants » utilisent des ressources littéraires. Sans remonter jusqu'aux grandes œuvres de l'historiographie romantique du XIX^e siècle, pensons, parmi bien d'autres dans la production du XX^e siècle, au *Frédéric II* de Kantorowicz, ou au *César* de Carcopino (écrit au ras des sources anciennes), ou à la biographie d'Arnaldo da Brescia d'Arsenio Frugoni, au *Retour de Martin Guerre* de Natalie Zemon Davis. Par ailleurs, nous le

savons tous, nous utilisons constamment – consciemment ou non – des procédés rhétoriques destinés à produire des effets de réel, à montrer que même si nous, historiens, n'y étions pas, nous pouvons garantir que les choses ont effectivement eu lieu comme nous les racontons. Avec les micro-historiens, le problème me paraît pourtant d'une autre nature. La recherche d'une forme ne relève pas fondamentalement d'un choix esthétique (même s'il n'est pas absent). Elle me semble plutôt d'ordre heuristique, et ce d'une double manière. Elle convie le lecteur à participer à la construction d'un objet de recherche; elle l'associe à l'élaboration d'une interprétation.

Parmi les instruments qui sont à la disposition des historiens, il en est de classiques, ou qui du moins sont reconnus comme tels par la profession. C'est le cas du matériel conceptuel, des diverses techniques d'investigation, des méthodes de mesure, etc. Il en est d'autres, qui ne sont pas moins importants, mais sur lesquels on s'interroge plus rarement, soit qu'ils fassent l'objet d'une sorte de convention tacite, soit que, plus simplement, ils paraissent aller de soi. Ainsi en va-t-il des formes argumentatives, des modes d'énonciation, des modalités de la citation, de l'usage de la métaphore et, en général, des manières d'écrire l'histoire. On effleure ici un très vaste ensemble de problèmes qui émergent aujourd'hui de façon sauvage, en tout cas désordonnée, dans les préoccupations des historiens²⁸. Longtemps, ces questions ont paru ne pas même devoir donner matière à interrogation. L'écriture historique se pensait spontanément comme le strict protocole d'un travail scientifique. Plus elle se faisait scientifique, moins le problème se posait, en conséquence. La masse des pièces annexes – des documents, puis, de plus en plus, d'un appareil en constant accroissement de séries, de tableaux, de graphiques, de cartes – paraissait garantir l'imprenable objectivité de l'énoncé et laissait supposer qu'il était le seul possible (ou, en tout cas, le plus proche de l'énoncé parfait). On en venait ainsi à oublier que même une série de prix constitue une manière de récit – elle organise le

temps, elle induit une forme de représentation – et qu'une notion aussi complexe que celle de « conjoncture », si fort à l'honneur dans l'historiographie française des *Annales*, unit en elle, indissolublement liées, une méthode d'analyse, une hypothèse interprétative et une manière de raconter.

De façon plus diffuse encore, l'écriture de l'histoire se référerait, sans toujours le savoir, au modèle classique du roman dont l'auteur-organisateur connaît et maîtrise souverainement les personnages, leurs intentions, leurs actions et leurs destinées; il est même arrivé que l'on tente de métriser l'un et l'autre genre, on le sait. Mais depuis longtemps, le roman a changé. Depuis Proust, Musil ou Joyce, son écriture n'a pas cessé d'expérimenter des formes nouvelles. Avec un temps de retard, l'écriture historique fait de même. Elle ne commence pas à le faire aujourd'hui. Soit un exemple qui mériterait une plus longue analyse : dans le célèbre livre de Fernand Braudel, *La Méditerranée et le Monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* (1949), on a d'emblée souligné la mise en œuvre originale d'une triple temporalité qui organise les trois grandes parties du texte. Trouvera-t-on iconoclaste d'y lire une tentative pour raconter de trois points de vue, dans trois registres, à partir de trois systèmes de contraintes différentes, une même histoire, éclatée entre ses récits puis recomposée? Le problème vaut en tout cas d'être posé. Ce qui a peut-être changé sous nos yeux, c'est que le rapport entre une forme d'exposition et un contenu de connaissance est devenu l'objet d'une interrogation explicite²⁹.

Dans cette évolution, les micro-historiens jouent un rôle central parce qu'ils considèrent qu'un choix narratif relève de l'expérimentation historique tout autant que les procédures mêmes de la recherche. Les deux aspects ne sont guère dissociables en fait. L'invention d'un mode d'exposition n'induit pas seulement des effets de connaissance. Elle contribue explicitement à la production d'un certain type d'intelligibilité dans des conditions expérimentales définies. La forme de l'enquête prend ici tout son sens : elle associe le lecteur au

travail de l'historien, à la production de son objet d'étude. Le livre que Roberto Zapperi a consacré à *Annibale Carracci* montre ainsi, à travers l'itinéraire des trois Carracci, les deux frères et le cousin, tous trois engagés dans les métiers de la peinture à Bologne dans la seconde moitié du XVI^e siècle, ce que peut être l'expérimentation dans le genre qui, en apparence, s'y prête le moins : la biographie³⁰.

Le problème est aujourd'hui posé au niveau « micro ». Rien, bien sûr, n'interdit qu'il le soit à d'autres niveaux, dans d'autres dimensions de la recherche historique, l'exemple de Fernand Braudel vient de nous le rappeler³¹. Ce n'est pourtant pas un hasard si certaines œuvres de la micro-histoire ont joué un rôle déterminant dans le surgissement de cette préoccupation nouvelle (ou plus exactement renouvelée). Le changement d'échelle a joué, on l'a dit, le rôle d'un *estrangement*, au sens des sémioticiens : d'un dépaysement par rapport aux catégories d'analyse et aux modèles interprétatifs du discours historiographique dominant ; mais aussi par rapport aux formes d'exposition existantes. L'un des effets du passage au « micro » est de transformer, par exemple, la nature de l'information et la relation que l'historien entretient avec elle. De ce dernier, G. Levi aime à comparer le travail avec celui de l'héroïne d'une nouvelle de Henry James, *In the Cage* : télégraphiste enfermée derrière son guichet, elle reconstruit le monde extérieur à partir des bribes d'information qu'elle reçoit pour les transmettre. Elle ne les choisit pas, elle doit produire de l'intelligible à partir d'elles. Mais la parabole a ses limites qu'il importe de marquer : car ce qui distingue l'historien de la télégraphiste de James, c'est que, tout aussi démunie qu'elle, il sait que son information est un choix dans la réalité qui lui est imposé, auquel il surajoute ses propres choix. De cette série de biais successifs, il peut tenter de mesurer les effets et d'en tirer les nécessaires conséquences.

Il reste que, lue de très près, l'image n'est pas aisée à déchiffrer dans le tapis. Dans cette profusion de détails, qu'est-ce qui est important et qu'est-ce qui ne l'est pas ? L'historien se

retrouve alors, pour passer de James à Stendhal, dans la position de Fabrice à la bataille de Waterloo dans *La Chartreuse de Parme* : de la grande histoire – de l'histoire tout court –, il ne perçoit que le désordre. G. Levi s'est interrogé, dans l'ouverture de son livre, « sur ce qui est important et sur ce qui ne l'est pas lorsque l'on écrit une biographie³² ». Dans l'organisation de son texte, il a ensuite cherché la composition la mieux adaptée pour rendre compte d'une vie, celle du curé Giovan Battista Croce, que nous ne connaissons que par fragments et qui ne prend sens que par son insertion dans une série de contextes de références discontinues. Le choix d'un modèle narratif – ou, plus exactement, d'exposition – est aussi celui d'un mode de connaissance. À cet égard, il n'est pas indifférent que ce soient de vieux genres historiographiques – la biographie, le récit de l'événement – qui aient de façon privilégiée fait l'objet de ce type d'expérimentation. Dans leur forme traditionnelle, ils sont usés et, disons-le, plus guère crédibles. S'il était suffisant de tout savoir sur un personnage, de sa naissance à sa mort, ou sur un événement, dans tous ses aspects, pour les comprendre, les journalistes contemporains seraient bien mieux armés que les historiens ; ce n'est pas nécessairement le cas, on le sait bien. Mais la biographie ou le récit sur l'événement jouent ici, me semble-t-il, le rôle d'une expérience limite : parce que les modèles narratifs-analytiques classiques ont cessé d'être convaincants, que faut-il faire – que peut-on faire – pour raconter une vie, une bataille, un fait divers ? Si, par hypothèse, on renonce aux conventions établies du genre – la continuité d'une histoire inscrite entre un début et une fin, la description sur le mode de l'évidence, l'enchaînement des causes et des effets, etc. –, que deviennent les objets que se donne l'historien³³ ?

Des objets problématiques. Une expérience biographique, celle du prêtre Croce ou celle du peintre Annibale Carracci, peut ainsi être relue comme un ensemble de tentatives, de choix, de prises de position face à l'incertitude. Elle n'est plus pensable sous les seules espèces de la nécessité – cette vie a eu

lieu et la mort l'a transformée en destin – mais comme un champ de possibilités entre lesquelles l'acteur historique a dû choisir. Un événement collectif, une émeute par exemple, cesse d'être un objet opaque (un pur désordre) ou, au contraire, surinterprété (l'accident insignifiant mais en fait surchargé de signification implicite) : on peut tenter de montrer comment, dans le désordre, les acteurs sociaux inventent un sens dont ils prennent simultanément conscience. Le choix d'un mode d'exposition participe ici de la construction de l'objet et de son interprétation.

Sur ce point aussi, les privilèges de la micro-analyse ne me semblent pourtant nullement exclusifs. Et s'ils nous apparaissent parfois tels, nous le devons sans doute à notre longue accoutumance aux formés associées à la macro-analyse. Mais il n'existe aucune raison de principe pour affirmer que les problèmes narratifs-cognitifs que l'on vient d'évoquer ne sont pas susceptibles d'être posés au niveau macro-historique. Il y a trente ans, la *new economic history* n'a-t-elle pas été pionnière en introduisant de façon raisonnée, contrôlable, l'usage d'hypothèses contre-factuelles dans l'analyse historique ? Plus qu'une échelle particulière, c'est à nouveau la variation d'échelle qui paraît ici fondamentale. Les historiens s'en rendent compte aujourd'hui mais ils ne sont pas les seuls. En 1966, Michelangelo Antonioni a raconté dans *Blow up* l'histoire, inspirée d'une nouvelle de Julio Cortázar, d'un photographe londonien qui se trouve par hasard fixer sur la pellicule une scène dont il est le témoin. Elle lui est incompréhensible, les détails n'en sont pas cohérents. Intrigué, il agrandit ses images (tel est le sens du titre) jusqu'à ce qu'un détail invisible le mette sur la piste d'une autre lecture de l'ensemble³⁴. La variation d'échelle lui a permis de passer d'une histoire dans une autre (et, pourquoi pas, dans plusieurs autres). C'est aussi la leçon que nous suggère la micro-histoire.

23. E. Labrousse, *Esquisse du mouvement des prix et des revenus dans la France du XVIII^e siècle*, Paris, Dalloz, 1933 ; *La Crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, Paris, PUF, 1944.
24. D'excellents textes de Febvre dans l'étude de H. D. Mann, *Lucien Febvre, la pensée vivante d'un historien*, « Cahiers des Annales », 31, Paris, Armand Colin, 1971, p. 93-122.
25. F. Braudel, « La longue durée », art. cité, p. 726.
26. Claude Lévi-Strauss fut l'un des premiers à l'exprimer clairement : cf. « Critères scientifiques dans les disciplines sociales et humaines », *Revue internationale des sciences sociales*, 1964, 4, p. 579-597.

MICRO-ANALYSE ET CONSTRUCTION DU SOCIAL

1. Carlo Ginzburg, « Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice », *Le Débat*, 6, 1980, p. 3-44 (1^{re} éd. Turin, 1979). Un bon exemple récent de cette réception américaine est l'introduction d'Edward Muir, « Observing Trifles », au recueil composé par E. Muir et Guido Ruggiero, *Microhistory and the Lost Peoples of Europe*, Baltimore-Londres, Johns Hopkins University Press, 1991, p. VII-XXVIII.
2. Je renvoie sur ce point à la présentation que, sous le titre « L'histoire au ras du sol », j'ai donnée à la traduction française du livre de Giovanni Levi, *Le Pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1989, p. I-XXXIII (trad. fr. de *L'Eredità immateriale. Carriera di un esorcista nel Piemonte del Seicento*, Turin, Einaudi, 1985) ; voir aussi l'éditorial collectif de la rédaction des *Annales*, « Tentons l'expérience », *Annales ESC*, 44 (6), 1989, p. 1317-1323.
3. Giovanni Levi, « On Microhistory », in Peter Burke (ed.), *New Perspectives on Historical Writing*, Oxford, Polity Press, 1992, p. 93-113. Le texte de C. Ginzburg, « Signes, traces, pistes », cité *supra* n. 1, a certainement eu l'ambition de fonder un paradigme historique neuf. Il a connu un très large écho et une vaste circulation internationale. Je ne crois pas, pourtant, qu'il permette de rendre compte de la production micro-historique qui a suivi sa publication.
4. François Simiand, « Méthode historique et science sociale », *Revue de synthèse historique*, 1903 ; sur l'importance de la matrice durkheimienne aux origines des *Annales*, cf. J. Revel, « Histoire et sciences sociales. Les paradigmes des *Annales* », repris ici même, p. 28-55.

5. Cf. Jean-Yves Grenier et Bernard Lepetit, « L'expérience historique. À propos de C. E. Labrousse », *Annales ESC*, 44 (6), 1989, p. 1337-1360.

6. Cf. les réflexions très lucides de Jacques Rougerie, « Faut-il déparlementaliser l'histoire de France ? », *Annales ESC*, 21 (1), 1966, p. 178-193 ; et, de Christophe Charle, « Histoire professionnelle, histoire sociale ? Les médecins de l'Ouest au XIX^e siècle », *Annales ESC*, 34 (4), 1979, p. 787-794. Dans le même sens, voir aussi le débat qui s'est amorcé au milieu des années 1970 sur la nature du fait urbain autour de la thèse de Jean-Claude Perrot, *Genèse d'une ville moderne : Caen au XVIII^e siècle*, op. cit.

7. Il serait intéressant de suivre en parallèle la formulation de ces problèmes en histoire et en anthropologie, en repérant les décalages d'une discipline à l'autre : cf. Christian Bromberger, « Du grand au petit. Variations des échelles et des objets d'analyse dans l'histoire récente de l'ethnologie de la France », in I. Chiava et U. Jeggle (éd.), *Ethnologies en miroir. La France et les pays de langue allemande*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 1987, p. 67-94.

8. Il convient de souligner ici l'importance qu'a eue pour plusieurs des micro-historiens, par-delà l'influence la plus générale de l'anthropologie anglo-saxonne, la réflexion de Fredrik Barth (cf. F. Barth (ed.), *Scale and Social Organization*, Oslo-Bergen, Universitetsforlaget, 1978 ; *Process and Form in Social Life*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1981).

9. Edoardo Grendi, « Micro-analisi e storia sociale », *Quaderni storici*, 35, 1977, p. 506-520 ; voir aussi, du même auteur, sa présentation de *Famiglia e comunità*, numéro spécial de *Quaderni storici*, 33, 1976, p. 881-891.

10. Carlo Ginzburg, Carlo Poni, « La micro-histoire », *Le Débat*, 17, 1981, p. 133-136 (trad. fr. partielle de « Il nome e il come. Mercato storico e scambio disuguale », *Quaderni storici*, 40, 1979, p. 181-190).

11. *Ibid.*, p. 134.

12. G. Levi, *Le Pouvoir au village*, op. cit., p. 12.

13. Maurizio Gribaudi, *Itinéraires ouvriers. Espaces et groupes sociaux à Turin au début du XX^e siècle*, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 1987.

14. *Ibid.*, p. 25 ; à nouveau, les références invoquées par l'auteur renvoient à l'anthropologie anglo-saxonne : à F. Barth, déjà cité, et aux analyses interactionnistes plus largement.

15. Rappelons, pour mémoire, le débat ouvert dans les années 1950 par E. Labrousse autour du projet d'une histoire comparée des bourgeoisies européennes, ou encore la discussion, aujourd'hui bien vieillie, entre E. Labrousse et R. Mousnier sur « ordres et classes » dans les sociétés d'Ancien Régime au cours des années 1960.

16. Edward P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, op. cit., (1^{re} éd. Londres, 1963). Rappelons que l'étude de Thompson s'inscrit, elle, dans une perspective macrosociale.

17. Citons, par exemple, la thèse de Michelle Perrot, *Les Ouvriers en grève : France 1871-1890*, Paris, Université de Paris-I, 1971/Lille, Université de Lille-III, Service de reproduction des thèses, 1975, 2 vol. ; de Jean-Claude Perrot, *Genèse d'une ville moderne...*, op. cit. ; ou, du côté de la sociologie, l'étude de Luc Boltanski, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Éd. de Minuit, 1982.

18. On trouvera une présentation de ces débats dans l'introduction du livre de Simona Ceruti, *La Ville et les Métiers. Naissance d'un langage corporatif (Turin, XVII^e-XVIII^e siècles)*, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 1990, p. 7-23.

19. Voir ici même « Les corps et communautés », p. 111-139.

20. S. Ceruti, *Ibid.*, p. 14.

21. Même si un travail comme celui de Marc Abélès sur les formes et les enjeux de la politique locale dans la France contemporaine (*Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d'un département français*, Paris, Odile Jacob, 1989) reprend à son compte – et sans concertation préalable – la plupart des thèmes et certaines des formulations proposés, au même moment, par les micro-historiens. Il resterait à préciser la position d'Abélès dans le débat en anthropologie et à analyser la réception de son livre dans son propre milieu professionnel.

22. G. Levi, *Le Pouvoir au village...*, op. cit., chap. 2.

23. G. Levi, « On Microhistory », article cité, p. 202 ; cf. aussi « I pericoli del geertzismo », *Quaderni storici*, 58, 1985, p. 269-277.

24. Tout cela d'après G. Levi, *Le Pouvoir au village*, op. cit. Un exemple différent mais qui va dans le même sens, à propos des régulations de la violence en liaison avec la construction de l'État génois, dans Osvaldo Raggio, *Faide e parentele. Lo stato genovese visto dalla Fontana buona*, Turin, Einaudi, 1990.

25. E. Grendi, « Micro-analisi e storia sociale », art. cité, p. 512. Voici la formulation exacte de Grendi : « Caractérisistiquement, l'historien travaille sur de nombreux témoignages indirects : dans cette situation, le

document exceptionnel peut apparaître exceptionnellement normal, précisément parce qu'il est pertinent. »

26. Un bon exemple de cette lecture me paraît être donné par l'étude de M. Griboaudi et A. Blum, « Des catégories aux liens individuels : l'analyse statistique de l'espace social », *Annales ESC*, 45 (6), 1990, p. 1365-1402.

27. S. Loriga, *Soldats. Un laboratoire disciplinaire : l'armée piémontaise au XVIII^e siècle*, Paris, Menthia, 1991.

28. Mais aussi bien des anthropologues, de James Clifford à Clifford Geertz – même si le problème est déjà explicitement présent chez Malinowski, chez Lévi-Strauss et chez bien d'autres. Cf. C. Geertz, *Works and Lives. The Anthropologist as Author*, Stanford, Stanford University Press, 1988.

29. J'ai tenté de prolonger cette réflexion dans « Ressources narratives et connaissance historique », *Enquête*, 1, 1995, p. 43-70.

30. Roberto Zapperi, *Annibale Carracci. Ritratto di artista da giovane*, Turin, Einaudi, 1989 (trad. fr. : *Annibale Carracci. Portrait de l'artiste en jeune homme*, Paris, Arlea, 1990).

31. Il l'est aujourd'hui, en France, au niveau de l'histoire nationale – à une échelle résolument macro-historique. Quelques jalons in A. Burguière et J. Revel (éd.), « Présentation », *Histoire de la France*, I, *L'Espace français*, Paris, Seuil, 1989, p. 6-24 ; et, plus récemment, P. Nora, « Comment écrire l'histoire de France », in P. Nora (éd.), *Les Lieux de mémoire*, III. *Les France*, 1, *Conflits et partages*, Paris, Gallimard, 1992, p. 11-32.

32. G. Levi, *Le Pouvoir au village*, op. cit., p. 18.

33. Sur la biographie, voir les pertinentes réflexions de G. Levi, « Les usages de la biographie », *Annales ESC*, 44 (6), 1989, p. 1325-1336 ; de J.-C. Passeron, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, 31 (1), 1990, p. 3-22 (repris dans *Le Raisonnement sociologique*, Paris, Nathan, 1991). Sur l'événement, je me permets de renvoyer à A. Farge et J. Revel, *Logiques de la foule. L'affaire des enlèvements d'enfants*, Paris, 1750, Paris, Hachette, 1988, ainsi qu'à J. Revel, « Retour sur l'événement », in J.-L. Fabiani (éd.), *Le Goût de l'enquête. Pour Jean-Claude Passeron*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 95-118.

34. Pour le script, voir Michelangelo Antonioni, *Blow up*, Turin, Einaudi, 1967. J'ai prolongé cette réflexion dans « Un exercice de désorientation : *Blow up* », in A. de Baecque et Chr. Delage (éd.), *De l'histoire au cinéma*, Bruxelles, Complexes, 1998, p. 99-110.